

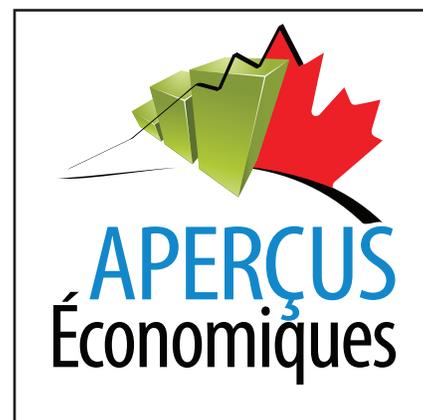
N° 11-626-X au catalogue — 2019014 - N° 100
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-32839-3

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2019

par Guy Gellatly et Elizabeth Richards

Date de diffusion : le 4 novembre 2019



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2019

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.



Développements récents de l'économie canadienne : automne 2019

par Guy Gellatly et Elizabeth Richards, Direction des études analytiques

Le présent article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, le présent rapport a pour but de fournir des renseignements sur les développements récents au sein de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements survenus dans les données économiques au cours du premier semestre de 2019 et des mois d'été. Sauf indication contraire, les totalisations présentées dans le présent rapport sont fondées sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées à compter du 18 octobre 2019.

Aperçu

Après avoir enregistré deux trimestres de croissance plus faible, la production économique s'est raffermie au deuxième trimestre de 2019, les exportations ayant progressé. Toutefois, la demande intérieure finale a diminué, les dépenses des ménages ayant ralenti et les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ayant diminué. Les investissements dans les logements ont augmenté pour la première fois depuis la fin de 2017.

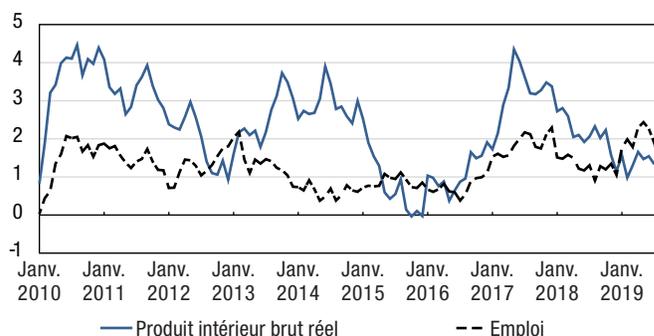
La production de biens s'est accrue au deuxième trimestre, après avoir affiché deux baisses trimestrielles consécutives. Les augmentations dans l'extraction de pétrole ont stimulé la production de biens, par suite de l'assouplissement des restrictions touchant la production de pétrole en Alberta. La hausse de la production dans les industries du secteur des ressources a contribué à l'amélioration de la productivité des entreprises et de l'utilisation de la capacité. La production des industries de services s'est raffermie au deuxième trimestre, soutenue par la croissance des activités dans le commerce de gros et l'immobilier.

L'emploi a poursuivi sa croissance au cours de la première moitié de 2019, grâce principalement aux hausses qui ont touché le travail à temps plein et les employés du secteur privé. La croissance de l'emploi chez les jeunes travailleurs et les travailleurs plus âgés a été à l'origine de la majeure partie de l'augmentation nette enregistrée au cours des six premiers mois de l'année. L'ensemble de la croissance nette de l'emploi au cours du premier semestre a touché les industries de services.

Globalement, le rythme de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, mesuré d'une année à l'autre, suit une tendance à la baisse depuis le milieu de 2017, tandis que la croissance annuelle de l'emploi s'est raffermie depuis le milieu de 2018 (graphique 1)¹.

Graphique 1 Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0434-01 et 14-10-0287-01.

La croissance économique se raffermie alors que la demande intérieure finale diminue

La croissance du PIB réel s'est accélérée au deuxième trimestre de 2019, la production affichant sa progression la plus rapide en deux ans. Le PIB réel a augmenté de 0,9 % au deuxième trimestre, après avoir progressé de 0,1 % au premier trimestre. La demande intérieure finale, qui reflète la consommation totale et les activités d'investissement, a affiché une légère baisse de 0,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la deuxième baisse à survenir au cours des trois derniers trimestres².

L'augmentation des exportations a été principalement à l'origine de la croissance économique plus forte au deuxième trimestre, les volumes des exportations ayant enregistré leur progression la plus rapide en cinq ans (graphique 2). Les dépenses des ménages ont ralenti au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse notable au premier trimestre. La

1. Des renseignements contextuels sur les principaux développements économiques et commerciaux pour des mois civils précis sont disponibles dans *Nouvelles économiques canadiennes*, à l'adresse <https://www.statcan.gc.ca/fra/quo/bdd/nec/index>.

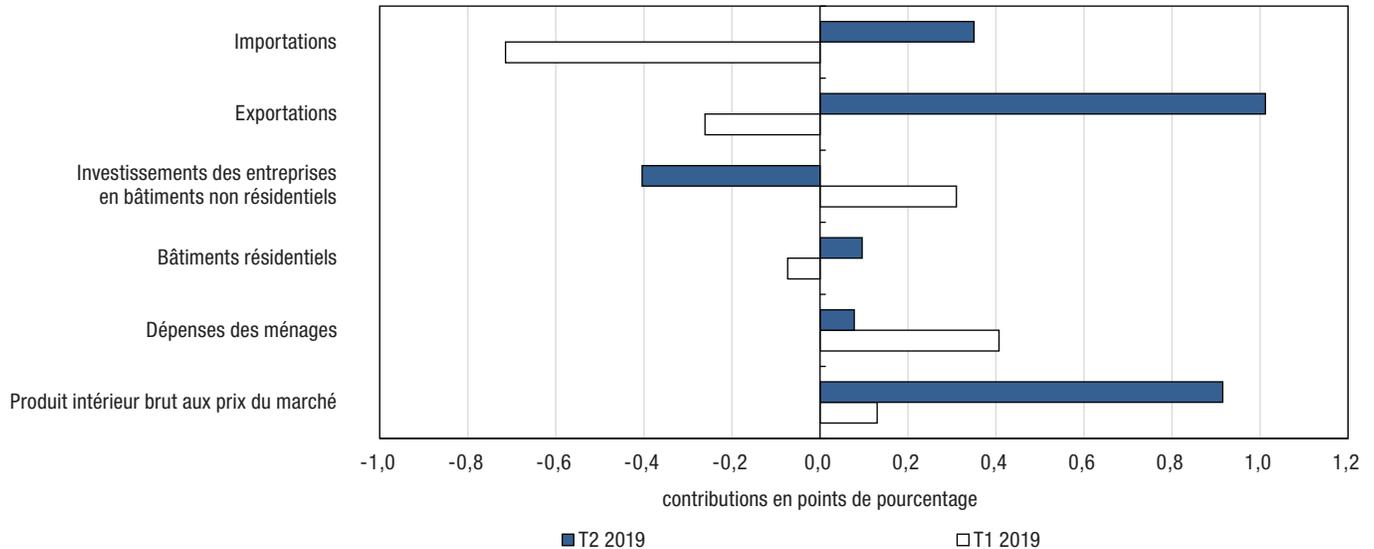
2. Pour consulter un sommaire des développements économiques au cours de la dernière moitié de 2018, voir Gellatly et McCormack (2019).



Graphique 2

Contributions à la croissance du produit intérieur brut réel, certaines composantes

Certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut (PIB) sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel. Pour obtenir d'autres données sur ces contributions, veuillez consulter le tableau mentionné ci-dessous.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

baisse des investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels a influé sur la croissance au deuxième trimestre, par suite de la hausse qui avait été enregistrée en début d'année. Les investissements des entreprises dans les logements ont augmenté au deuxième trimestre, après avoir enregistré cinq baisses trimestrielles consécutives.

Aux États-Unis, le PIB réel a progressé de 2,0 % sur une base annualisée au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 3,1 % au premier trimestre. Le ralentissement de la croissance aux États-Unis au deuxième trimestre s'explique par la faiblesse des exportations et des investissements des entreprises, la croissance économique du Canada ayant dépassé celle des États-Unis pour la première fois en deux ans.

Les exportations ont enregistré la progression la plus rapide en cinq ans

Le volume des biens exportés du Canada s'est accru de 3,7 % au deuxième trimestre, après avoir diminué de 1,3 % au premier trimestre. Les exportations plus élevées de produits énergétiques, soutenues par l'augmentation des livraisons de pétrole brut et de gaz naturel, ont été à l'origine de près du tiers de l'augmentation globale des exportations de biens au deuxième trimestre. La hausse des livraisons de produits agricoles, de véhicules automobiles et d'aéronefs a également contribué à cette augmentation (graphique 3).

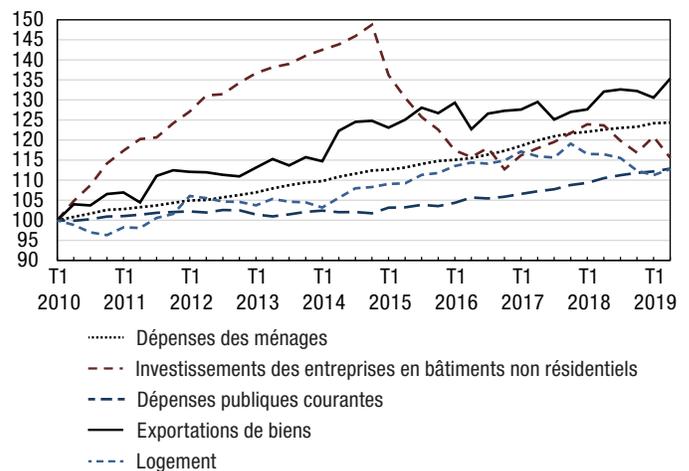
Les importations de biens ont diminué de 0,8 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse de 2,6 % au premier trimestre. Les volumes des importations ont affiché un recul

au cours de trois des quatre derniers trimestres. La faiblesse des importations d'aéronefs a été principalement à l'origine de la baisse enregistrée au deuxième trimestre, qui a fait suite à une progression en début d'année. La hausse des importations de produits énergétiques et de véhicules automobiles a partiellement compensé la baisse.

Graphique 3

Produit intérieur brut réel, certains agrégats

indice (T1 2010=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.



La croissance des dépenses des ménages tombe à son plus bas niveau en sept ans

Les dépenses des ménages ont inscrit une légère hausse de 0,1 % au deuxième trimestre après avoir progressé de 0,7 % au premier trimestre. Il s'agit du rythme de croissance trimestrielle le plus lent en sept ans. Les dépenses plus élevées en services, principalement dans les secteurs des assurances et des services financiers, ont été largement contrebalancées par des dépenses plus faibles en biens durables et non durables. Les dépenses au titre des véhicules automobiles ont diminué au deuxième trimestre, ce qui constitue le cinquième recul enregistré au cours des six derniers trimestres.

La baisse des investissements des entreprises pèse sur la croissance économique

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont diminué de 4,3 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse de 3,4 % au premier trimestre. Après une reprise partielle en 2017, les investissements des entreprises ont généralement diminué depuis le milieu de 2018 et ont affiché des reculs au cours de quatre des six derniers trimestres. Les dépenses combinées en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel sont demeurées à plus de 20 % en deçà des sommets atteints à la fin de 2014 (graphique 4).

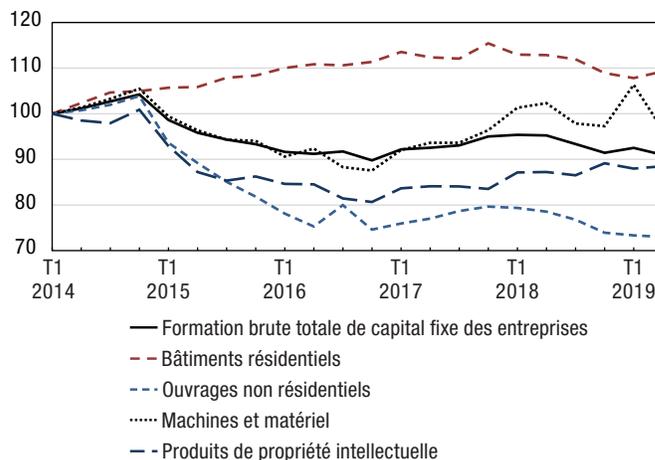
Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont diminué légèrement de 0,4 % au deuxième trimestre, ce qui constitue une sixième diminution trimestrielle consécutive. Les dépenses en ouvrages de génie ont diminué de façon constante au cours de la période. Les dépenses en ouvrages non résidentiels se sont accrues au cours de la première moitié de 2019, ce qui a partiellement freiné la baisse. Les dépenses totales des entreprises en ouvrages non résidentiels au deuxième trimestre sont demeurées inférieures de 30 % environ aux niveaux enregistrés à la fin de 2014.

Les investissements des entreprises en machines et matériel ont diminué de 9,3 % au deuxième trimestre, ce qui a contrebalancé les hausses enregistrées au premier trimestre. La baisse des dépenses au titre des aéronefs et d'autre matériel de transport a contribué au recul des dépenses en machines et matériel au deuxième trimestre, alors que les dépenses au titre de ces actifs avaient augmenté de façon substantielle tôt dans l'année. Les dépenses en machines et matériel industriels ont également diminué au deuxième trimestre; elles étaient inférieures de 26 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2014.

Les investissements des entreprises en produits de propriété intellectuelle ont augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre, après avoir reculé de 1,3 % au premier trimestre. Les hausses enregistrées au deuxième trimestre ont été relativement généralisées et sont principalement attribuables à l'augmentation des dépenses en logiciels. Les investissements totaux des entreprises en actifs de propriété intellectuelle ont généralement poursuivi une tendance à la hausse depuis le début de 2017, mais sont demeurés inférieurs d'environ 12 % aux niveaux observés à la fin de 2014. Les dépenses au titre de la prospection minière sont demeurées inférieures d'environ 50 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2014.

Graphique 4 Formation brute de capital fixe des entreprises

indice (T1 2014=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0108-01.

Les dépenses au titre des logements augmentent pour la première fois depuis la fin de 2017

Les investissements dans les logements ont augmenté de 1,4 % au deuxième trimestre de 2019, après avoir affiché cinq baisses trimestrielles consécutives. Les dépenses plus élevées au titre des coûts de transfert de propriété, qui rendent compte du volume d'activité sur les marchés de la revente, ont été à l'origine d'environ la moitié de l'augmentation des investissements en bâtiments résidentiels, soutenues par une hausse des dépenses en construction de logements neufs et en rénovations. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur les prêts hypothécaires en janvier 2018, les coûts de transfert de propriété ont généralement diminué et sont demeurés inférieurs d'environ 12 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2017.

Les ressources ont soutenu l'accroissement de la productivité et de l'utilisation de la capacité

La productivité du travail du secteur des entreprises a diminué de 0,2 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse de 0,4 % au premier trimestre. L'accroissement de la productivité dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a été principalement à l'origine de l'augmentation globale. L'utilisation de la capacité industrielle a augmenté pour s'établir à 83,3 % au deuxième trimestre, après avoir affiché trois baisses trimestrielles consécutives. La hausse a été surtout attribuable à l'augmentation de l'utilisation de la capacité dans le secteur de l'énergie, l'utilisation de la capacité dans l'extraction de pétrole et de gaz s'étant accrue pour atteindre 87,3 %, son niveau le plus élevé en plus d'une décennie. L'utilisation de la capacité a également augmenté dans le secteur de la fabrication.

L'amélioration des termes de l'échange a stimulé la croissance du revenu au cours des deux premiers trimestres de 2019, après



avoir eu une incidence sur le revenu à la fin de 2018. Alors qu'il avait augmenté de 1,4 % en début d'année, le PIB nominal a progressé de 2,0 % au deuxième trimestre, les salaires et traitements et le revenu des sociétés s'étant raffermis.

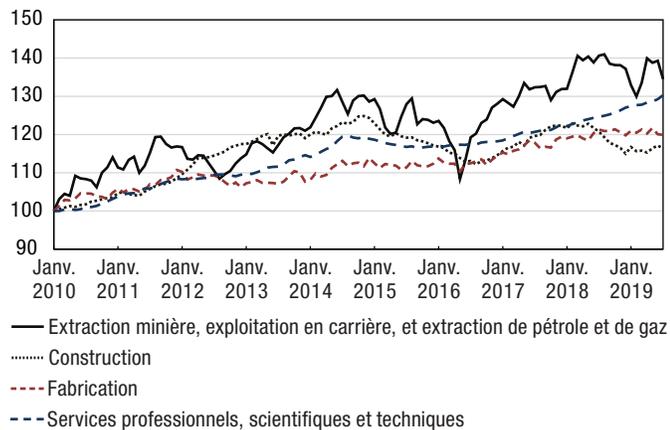
La production de biens augmente après avoir enregistré des baisses récentes

La production des industries productrices de biens s'est raffermie au deuxième trimestre, après avoir enregistré deux baisses trimestrielles consécutives. Les hausses dans l'extraction de pétrole et de gaz ont contribué à la production plus élevée de biens, par suite de l'assouplissement des restrictions touchant la production en Alberta (graphique 5). L'augmentation de la production des entreprises qui fournissent des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière a également soutenu la croissance au deuxième trimestre. La production des industries de services a continué de progresser au cours du premier semestre, celle-ci se raffermissant au deuxième trimestre. L'activité accrue dans les secteurs de l'immobilier et du commerce de gros a contribué aux hausses récentes.

Après avoir enregistré sept baisses mensuelles consécutives à la fin de 2018, la production du secteur de la construction s'est stabilisée au cours du premier semestre de 2019, des hausses ayant été observées au cours de quatre des six premiers mois de l'année. Au milieu de l'année, la production du secteur de la construction était 1,8 % plus élevée qu'à la fin de l'année, soutenue par des augmentations de la construction d'ouvrages non résidentiels et de bâtiments résidentiels. Après avoir affiché une hausse notable au début de l'année, la construction d'ouvrages de génie a diminué de février à juin. Les niveaux de production dans ce secteur au milieu de l'année étaient semblables à ceux de décembre 2018.

Graphique 5
Produit intérieur brut réel, certaines industries

indice (janvier 2010=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

La production du secteur de la fabrication a augmenté au cours de quatre des six premiers mois de l'année 2019. La production des usines au milieu de l'année a peu varié par rapport aux niveaux enregistrés à la fin de 2018, les hausses dans la fabrication de biens durables ayant compensé les baisses dans la production de biens non durables. La production dans le secteur de la fabrication de produits métalliques au milieu de l'année s'est accrue de 3,5 % par rapport à celle de décembre 2018, tandis que dans la première transformation des métaux, qui comprend la production d'acier et d'aluminium, elle a diminué de 5,1 %. Le secteur de la fabrication de machines a affiché une production similaire en milieu d'année et à la fin de l'année. La fabrication de produits en bois et la fabrication de produits du papier ont enregistré un recul au cours de la première moitié de 2019, sous l'effet des baisses importantes qui se sont produites vers le milieu de l'année.

La production du secteur de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles s'est raffermie en mai et en juin, revenant à des niveaux normaux après que les arrêts temporaires et les calendriers de production atypiques ont eu une incidence sur la production en avril. Au milieu de l'année, la production du secteur de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles était supérieure de 7 % à celle de la fin de l'année.

Les industries de services ont continué de progresser au cours du premier semestre de 2019, alors que la production s'est raffermie au deuxième trimestre. La production des grossistes a suivi une tendance à la hausse au premier semestre, soutenue par des augmentations dans les articles personnels et ménagers ainsi que dans les véhicules automobiles et les pièces pour véhicules automobiles. Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont progressé de façon constante de mars à juin, alors que le marché de l'habitation s'est raffermi. Au milieu de l'année, la production des agents et courtiers immobiliers était de 8 % supérieure à celle de la fin de 2018, mais inférieure d'environ 16 % aux niveaux observés à la fin de 2017, avant les changements qui ont touché les exigences d'emprunt hypothécaire.

Les services professionnels, scientifiques et techniques ont poursuivi leur croissance au cours du premier semestre de 2019. En juin, la production dans ce secteur était en hausse depuis 17 mois consécutifs, en raison notamment de la croissance dans la conception de systèmes informatiques et les services d'architecture et de génie. La production dans le commerce de détail a augmenté au cours de trois des six premiers mois de l'année. En juin, la production dans ce secteur était similaire aux niveaux enregistrés à la fin de l'année.



L'extraction de sables bitumineux affiche une reprise par suite de l'assouplissement des restrictions de la production

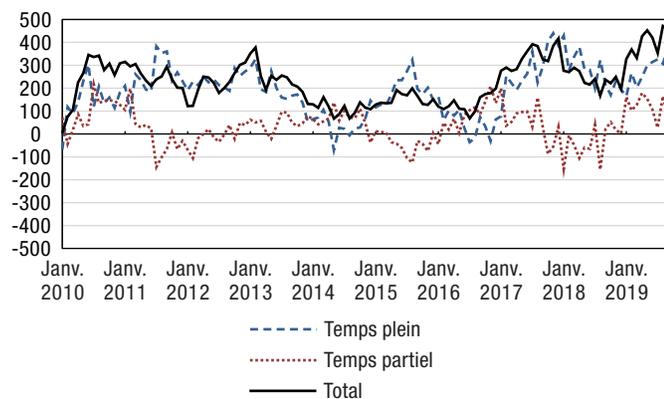
L'extraction de sables bitumineux s'est raffermie au cours de la première moitié de 2019, les limites de production de pétrole mensuelles imposées par le gouvernement de l'Alberta ayant diminué vers le milieu de l'année. Après avoir enregistré des baisses consécutives au début de l'année, l'extraction de sables bitumineux a rebondi en mars et en avril (graphique 6). La production a progressé de 11 % en avril, les installations ayant accéléré leur production par suite de l'assouplissement des restrictions. Au milieu de l'année, la production de sables bitumineux était supérieure de 3 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2018. L'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques s'est aussi accrue au cours de la première moitié de l'année, celle-ci ayant affiché quatre hausses mensuelles consécutives de mars à juin. En milieu d'année, la production par des méthodes classiques était supérieure de 4,7 % aux niveaux enregistrés en décembre 2018.

Après avoir enregistré trois baisses mensuelles consécutives au début de l'année, les entreprises qui fournissent des activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière, y compris des services de montage et de forage, ont augmenté leur production jusqu'au milieu de l'année. En juin, la production dans ce secteur était 3,5 % plus élevée qu'à la fin de 2018, mais inférieure d'environ 36 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2014.

La production des pipelines transportant du pétrole brut a également augmenté au cours du premier semestre de 2019, des hausses ayant été enregistrées pendant quatre mois consécutifs, de mars à juin. En milieu d'année, la production était supérieure de 6 % à celle de la fin de l'année. Les exportations mensuelles de pétrole brut et de produits équivalents par pipeline se sont situées en moyenne à 98,2 millions de barils au cours des six premiers mois de 2019, comparativement à 95,5 millions de barils au cours du dernier semestre de 2018.

Graphique 7 Emploi par classe

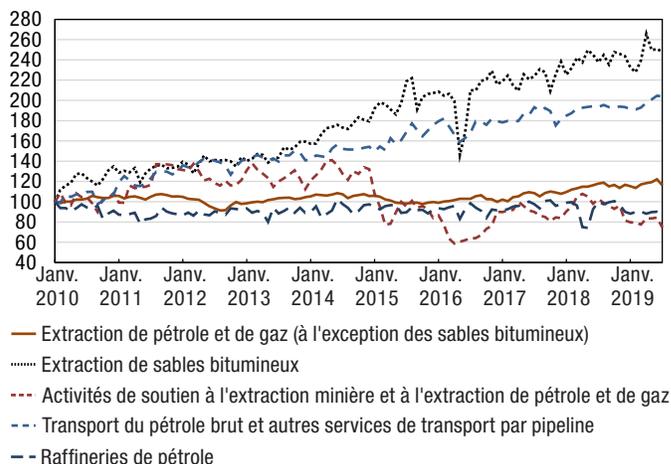
variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Graphique 6 Produit intérieur brut réel, certaines industries liées à la production d'énergie

indice (janvier 2010=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

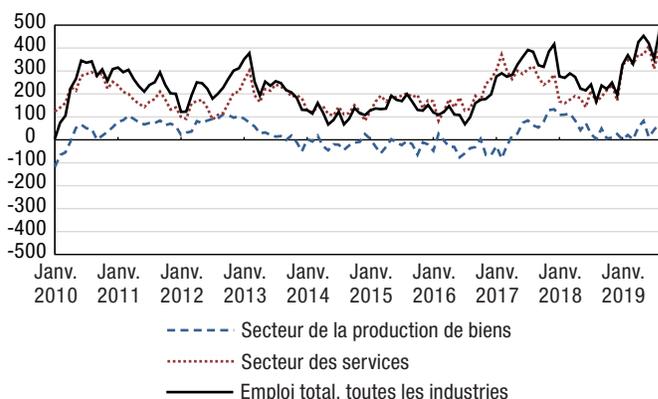
Plus récemment, le PIB réel est demeuré inchangé en juillet, alors que les baisses ayant touché l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que la construction ont contrebalancé les hausses généralisées dans les services.

Le raffermissement de l'emploi se poursuit par suite des hausses dans le travail à temps plein

Le rythme de croissance de l'emploi, mesuré d'une année à l'autre, s'est accéléré au cours du premier semestre de 2019 pour atteindre 2,4 % en mai. Le nombre d'emplois a augmenté de 248 000 au cours des six premiers mois de l'année, en raison des hausses qui ont touché le travail à temps plein et les employés du secteur privé (graphique 7). La hausse de l'emploi chez les jeunes travailleurs (15 à 24 ans) et les travailleurs plus âgés (55 ans et plus) a été à l'origine

Graphique 8 Emploi, par secteur

variation d'une année à l'autre (milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 14-10-0355-01.



de la majeure partie de l'augmentation globale au cours de la première moitié de l'année. Toutes les augmentations nettes ont été enregistrées dans les industries de services (graphique 8).

Les hausses de l'emploi en Ontario au cours des six premiers mois de l'année ont été à l'origine d'un peu plus de la moitié de l'augmentation nette pour l'ensemble du Canada. En Ontario, les augmentations se sont concentrées dans le travail à temps plein et les industries de services. La croissance de l'emploi dans les services professionnels, scientifiques et techniques a contribué aux hausses enregistrées dans la province. Au Québec, le nombre d'emplois a augmenté de 47 000 au cours du premier semestre, en raison également des hausses dans le travail à temps plein, tandis que l'emploi en Colombie-Britannique a augmenté légèrement. Les augmentations dans les industries de services ont contribué à la croissance de l'emploi dans les deux provinces.

Le taux de chômage à l'échelle nationale a diminué légèrement vers le milieu de l'année, pour s'établir à un creux sans précédent de 5,4 % en mai, avant de connaître une légère hausse pour atteindre 5,5 % en juin. Au Québec et en Ontario, les taux de chômage se sont situés en moyenne à 5,1 % et à 5,7 % respectivement au cours des six premiers mois de l'année. En Alberta, le taux a augmenté légèrement au début de 2019, atteignant 7,3 % en février, avant de diminuer pour s'établir à 6,6 % en juin, soit un niveau similaire à ceux observés au milieu de 2018. En Colombie-Britannique, le taux de chômage s'est établi en moyenne à 4,6 % de janvier à juin.

Le taux d'emploi, c'est-à-dire le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler, a augmenté légèrement au cours de la première moitié de 2019, sous l'effet des hausses observées chez les jeunes travailleurs et les travailleurs plus âgés. Le taux d'emploi à l'échelle nationale s'est établi en moyenne à 62,0 % au cours des six premiers mois de l'année, en hausse par rapport à celui de 61,6 % enregistré au dernier semestre de 2018. Chez les

travailleurs du principal groupe d'âge actif, le taux d'emploi est demeuré supérieur à 83 % au cours de la première moitié de l'année, celui-ci s'établissant en moyenne à 83,3 % de janvier à juin (graphique 9). En Ontario, le taux d'emploi des travailleurs du principal groupe d'âge actif s'est situé en moyenne à 82,1 % au premier semestre, comparativement à 85,3 % au Québec et à 84,8 % en Colombie-Britannique. Le taux d'emploi des travailleurs du principal groupe d'âge actif en Alberta a été de 83,3 % en moyenne au cours de cette période.

Plus récemment, le nombre d'emplois a augmenté de 110 000 au troisième trimestre, en raison des hausses observées dans le travail à temps plein et chez les travailleurs du principal groupe d'âge actif. Le nombre d'employés du secteur privé était inchangé au troisième trimestre, les hausses globales étant le résultat du niveau d'emploi plus élevé chez les travailleurs autonomes et les travailleurs du secteur public. Les augmentations de l'emploi enregistrées au troisième trimestre se sont concentrées en Ontario et au Québec. Le taux de chômage à l'échelle nationale s'est établi à 5,7 % en juillet et en août, avant de diminuer pour se fixer à 5,5 % en septembre.

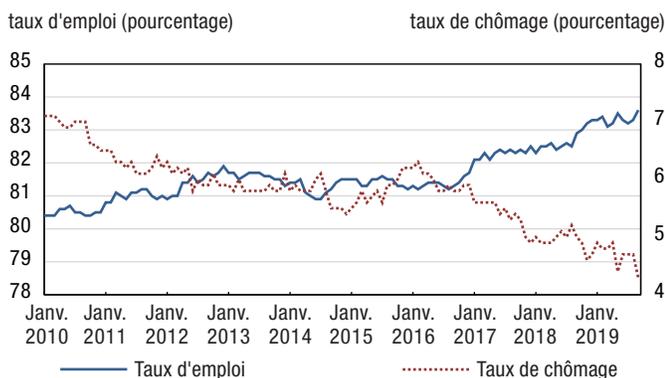
La croissance de la rémunération s'est accélérée vers le milieu de l'année

La croissance de la rémunération, mesurée d'une année à l'autre, s'est accélérée vers le milieu de l'année pour atteindre 3,4 % en mai 2019, après avoir ralenti à la fin de 2018 et au début de 2019. Le rythme plus rapide de croissance de la rémunération annuelle vers le milieu de l'année s'explique par de fortes hausses mensuelles enregistrées de mars à mai, soutenues par la croissance des secteurs de la finance et des assurances, des soins de santé et du commerce de détail. La rémunération dans les industries productrices de biens s'est aussi raffermie au cours de cette période, en raison principalement des hausses dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz³.

Le rythme de croissance de la rémunération, mesuré d'une année à l'autre, a varié d'une province à l'autre au cours du premier semestre de 2019. Au Québec et en Ontario, la croissance de la rémunération annuelle a été en moyenne de 2,8 % et de 2,2 % respectivement, de janvier à juin. La croissance de la rémunération s'est située en moyenne à 2,8 % en Colombie-Britannique au cours de cette période, comparativement à 0,6 % en Alberta. Dans la plupart des provinces, la croissance de la rémunération s'est accélérée vers le milieu de l'année.

Plus récemment, la croissance de la rémunération annuelle a été de 2,7 % en juillet, stimulée par des hausses dans les services administratifs, les soins de santé et l'assistance sociale. La croissance de la rémunération a été égale ou supérieure à 3 % à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Graphique 9
Taux d'emploi et de chômage, personnes âgées de 25 à 54 ans

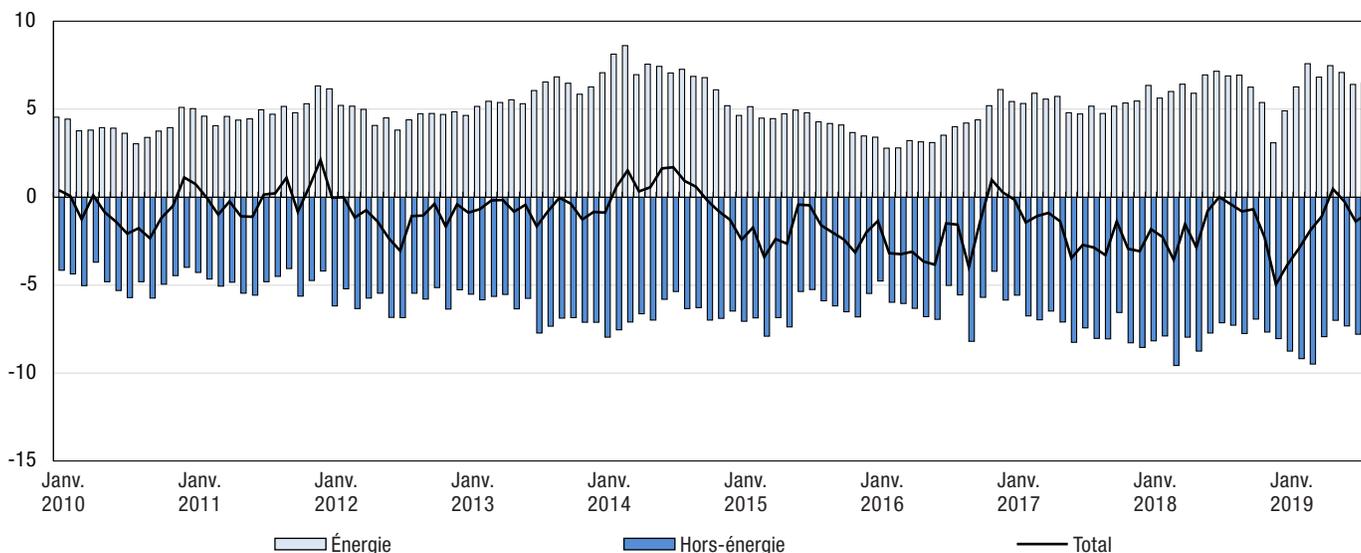


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

3. L'Enquête sur la population active a aussi fait ressortir une forte croissance de la rémunération au cours du premier semestre de 2019. Le taux de rémunération horaire moyen chez les employés à temps plein, mesuré d'une année à l'autre, a augmenté de façon constante au cours des six premiers mois de l'année, atteignant 3,9 % en juin.

Graphique 10
Balance commerciale des marchandises, produits énergétiques et non énergétiques

milliards de dollars



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0121-01.

Le déficit du commerce de marchandises a diminué, alors que les exportations ont progressé

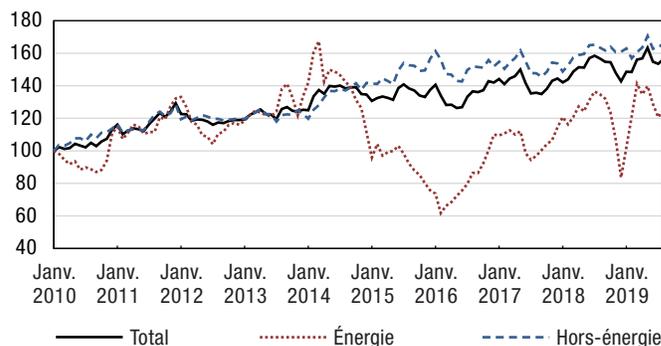
Après avoir enregistré un déficit sans précédent de 5,0 milliards de dollars à la fin de 2018, le déficit du commerce de marchandises au Canada a diminué de façon constante de janvier à avril, avant l'excédent commercial de 460 millions de dollars affiché en mai, le plus important excédent mensuel depuis la fin de 2016. L'augmentation des exportations de produits énergétiques et non énergétiques a contribué à l'amélioration de la balance commerciale vers le milieu de l'année (graphique 10).

Malgré la baisse des déficits au cours de la première moitié de l'année, le Canada a affiché un déficit du commerce de marchandises cumulatif de 9,6 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2019, comparativement à un déficit de 9,1 milliards de dollars au deuxième semestre de 2018. Un excédent net plus important au titre des produits énergétiques pendant la première moitié de 2019 a été plus que contrebalancé par un déficit cumulatif plus grand au titre des produits non énergétiques.

Les exportations totales de produits énergétiques au cours des six premiers mois de 2019 se sont chiffrées à 58,5 milliards de dollars, en hausse de 7 % par rapport aux livraisons cumulatives de produits énergétiques au cours de la deuxième moitié de 2018. La hausse des prix et des volumes a contribué à l'augmentation des exportations de produits énergétiques au premier semestre (graphique 11). Les exportations cumulatives de produits non énergétiques au cours des six premiers mois de l'année se sont situées aux mêmes niveaux que pour la deuxième moitié de 2018, les augmentations qui ont touché les biens de consommation et

Graphique 11
Exportations de marchandises selon le groupe de produits

indice (janvier 2010=100)



Source : Statistique Canada, tableau 12-10-0121-01.

les véhicules automobiles ayant été principalement atténués par la baisse des livraisons de produits forestiers ainsi que de produits en métal et de produits minéraux non métalliques.

Les importations totales de produits non énergétiques ont augmenté de 1,8 % au cours de la première moitié de 2019, l'augmentation des livraisons d'aéronefs, de véhicules automobiles et de biens de consommation ayant compensé les importations plus faibles de produits chimiques. Les importations d'aéronefs et d'autres types de matériel de transport ont augmenté de 26 % au premier semestre, en raison de la hausse des livraisons d'avions de ligne en provenance des États-Unis. Parallèlement, les importations de produits énergétiques ont diminué de 3 % au cours du premier semestre, ce qui a freiné les hausses qui ont touché les produits non énergétiques.



Plus récemment, le déficit du commerce de marchandises s'est creusé pour s'établir à 1,4 milliard de dollars en juillet, alors que la hausse des exportations de produits non énergétiques, mené par les produits en métal et les produits minéraux non métalliques, a été contrebalancée par une baisse des livraisons de produits énergétiques. Le déficit commercial a diminué pour passer à 1,0 milliard de dollars en août, alors que les exportations ont progressé.

Le secteur de la fabrication tire profit d'une hausse des ventes au Québec

Après avoir affiché des baisses notables à la fin de 2018, les livraisons mensuelles du secteur de la fabrication ont rebondi au début de 2019; elles ont progressé de 2,7 % en mars en raison de la hausse des livraisons de matériel de transport et de métaux de première transformation. Les ventes des usines ont augmenté au cours de trois des six premiers mois de l'année. Les ventes totales du secteur de la fabrication au cours du premier semestre de 2019 se sont maintenues à un niveau stable par rapport aux livraisons cumulatives au deuxième semestre de l'an dernier, la hausse des ventes de produits en métal, de produits alimentaires, de véhicules automobiles et de machines ayant été contrebalancée par des baisses des ventes de produits en bois, de produits pétroliers et de produits chimiques.

La hausse des ventes au Québec a été contrebalancée par des baisses généralisées dans l'ensemble du pays au cours du premier semestre de 2019. Les ventes totales des usines au Québec au cours de cette période ont augmenté de 1,5 % par rapport aux six derniers mois de 2018, en raison des hausses qui ont touché les produits alimentaires, les produits en métal et le matériel de transport. Les ventes du secteur de la fabrication en Ontario ont enregistré une légère baisse de 0,1 %, les ventes plus faibles de produits du pétrole et du charbon ayant été partiellement contrebalancées par des ventes plus élevées de véhicules automobiles. Les ventes du secteur de la fabrication en Colombie-Britannique ont enregistré une légère baisse au cours du premier semestre, en raison principalement des livraisons plus faibles de produits en bois et de produits du papier.

Plus récemment, les ventes du secteur de la fabrication ont diminué de 1,3 % en juillet. Les ventes plus faibles du secteur de la première transformation des métaux et les arrêts prolongés dans les usines d'assemblage de véhicules automobiles ont contribué à cette baisse. Les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 0,8 % en août.

Les dépenses liées au commerce de détail ont progressé à un rythme plus modéré

Après avoir enregistré des baisses à la fin de 2018 et au début de l'année, les dépenses liées au commerce de détail ont augmenté de février à avril, avant de diminuer vers le milieu de 2019. Au total, les ventes au détail ont été supérieures de 0,5 % au cours du premier semestre de 2019 par rapport au deuxième semestre de la dernière année, les ventes plus élevées des concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces ayant été contrebalancées par les ventes

plus faibles des stations-service. Si l'on exclut l'essence, les ventes au détail totales ont progressé de 1,0 % au cours du premier semestre.

Au sein des provinces, le rythme des dépenses liées au commerce de détail au Québec a légèrement augmenté au cours du premier semestre de 2019, tandis que les dépenses en Ontario ont rebondi par rapport aux baisses enregistrées à la fin de 2018. Les ventes totales au Québec ont été de 1,2 % plus élevées au cours des six premiers mois de 2019 qu'au cours du deuxième semestre de la dernière année, tandis que les niveaux globaux de dépenses en Ontario sont demeurés essentiellement les mêmes. Les ventes totales en Colombie-Britannique ont également affiché une légère hausse au cours du premier semestre.

Plus récemment, les ventes au détail ont progressé en juillet, grâce à la hausse des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces.

Les prix des maisons ont fléchi à Vancouver et ont augmenté à Toronto

Les prix des maisons, mesurés sur une base non désaisonnalisée d'une année à l'autre, ont diminué au cours du premier semestre de 2019, en raison des prix plus faibles dans la région du Grand Vancouver. Selon les estimations de l'Indice des prix des propriétés MLS (multiple listing service), les prix des maisons ont diminué d'une année à l'autre de février à juin, ce qui faisait suite à un ralentissement global de la croissance des prix à la fin de 2018. En juin, les prix des maisons étaient inférieurs de 0,3 % à ceux de juin de l'an dernier (graphique 12).

Les prix des maisons dans la région du Grand Vancouver ont continué de diminuer d'une année à l'autre au cours du premier semestre de 2019. En juin, les prix à Vancouver étaient inférieurs de 9,6 % à ceux de juin de l'année précédente. Les prix des maisons ont aussi poursuivi leur baisse à Calgary d'une année à l'autre.

En revanche, les prix des maisons dans la région du Grand Toronto ont légèrement augmenté au cours du premier semestre de 2019, et ils étaient supérieurs de 3,6 % à ceux de l'année précédente en juin. Les prix des maisons dans la région métropolitaine de Montréal ont également continué de se raffermir au cours du premier semestre et ont poursuivi une tendance à la hausse qui s'était amorcée au début de 2017. Le prix des maisons à Montréal était 6,7 % plus élevé en juin 2019 qu'en juin de l'année précédente. Plus récemment, la croissance des prix a continué de s'accélérer à Montréal et à Toronto pendant les mois d'été.

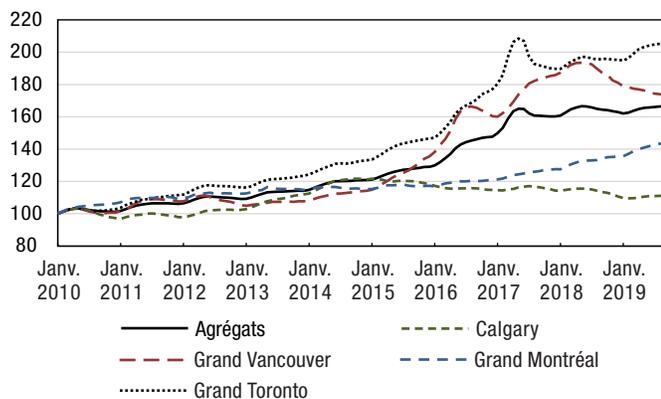
La construction d'habitations a enregistré une hausse au deuxième trimestre

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations s'est établi à 205 000 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au premier semestre de 2019, un nombre essentiellement inchangé par rapport à la moyenne du deuxième semestre de 2018. Le nombre plus faible de



Graphique 12 Indice des prix des propriétés MLS, certaines villes

indice (janvier 2010=100)



Note : Les données pour la période de temps présentée ci-dessus sont les valeurs de l'indice des prix des propriétés MLS exprimées en utilisant janvier 2010 comme période de base.
Source : L'Association canadienne de l'immobilier.

prises en chantier en Ontario au cours des six premiers mois de l'année a été principalement contrebalancé par des augmentations en Colombie-Britannique et au Québec. La construction d'habitations s'est raffermie au deuxième trimestre, grâce à des mises en chantier plus nombreuses en Colombie-Britannique et en Alberta.

Plus récemment, les mises en chantier d'habitations se sont poursuivies à un rythme soutenu en juillet et en août, grâce aux mises en chantier plus nombreuses de logements multifamiliaux en Ontario.

La valeur des permis de bâtir pour des logements résidentiels a légèrement augmenté au cours du premier semestre de 2019. La valeur des permis au cours de cette période a totalisé 31,0 milliards de dollars, en hausse de 0,6 % par rapport au dernier semestre de 2018.

L'inflation globale des prix à la consommation a légèrement augmenté vers le milieu de l'année

Après avoir chuté sous la barre des 2 % au cours des trois premiers mois de 2019, le taux d'inflation des prix à la consommation a légèrement augmenté au printemps, le taux global s'étant accéléré pour s'établir à 2,4 % en mai, avant de ralentir pour se fixer à 2,0 % au milieu de l'année. Les prix de l'essence, qui ont diminué d'une année à l'autre depuis la fin de 2018, ont continué d'influer sur les fluctuations du taux global. Si l'on exclut les prix de l'essence, le taux d'inflation des prix à la consommation s'est situé en moyenne à 2,3 % de janvier à juin, comparativement à 2,1 % au dernier semestre de 2018.

Les hausses des coûts du logement mesurés d'une année à l'autre se sont situées en moyenne à 2,6 % au cours des six premiers mois de 2019. Les augmentations annuelles du coût

de l'intérêt hypothécaire ont dépassé 8 % de février à juin. Par contre, l'indice du coût de remplacement par le propriétaire, qui reflète en partie les variations dans les prix des logements neufs, n'a affiché pratiquement aucune variation au cours du premier semestre, après avoir ralenti tout au long de 2018.

L'inflation des prix des aliments s'est accentuée au cours du premier semestre de 2019, soutenue par la hausse des prix des aliments achetés en magasin. Les augmentations annuelles des prix des aliments se sont situées en moyenne à 3,3 % de janvier à juin, en hausse par rapport à 2,0 % au cours du dernier semestre de 2018.

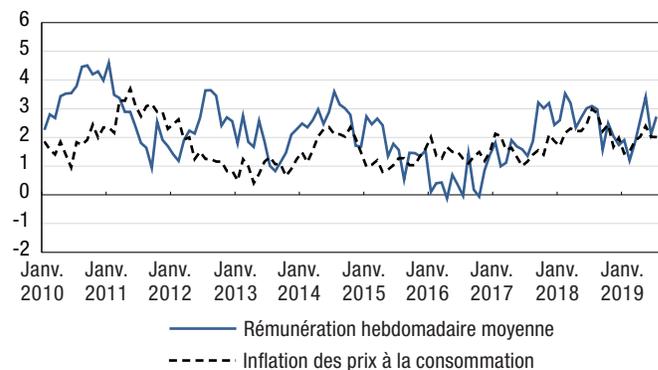
La hausse des prix des biens de consommation durables s'est accélérée au printemps, atteignant 2,5 % en mai, soit la plus importante d'une année à l'autre depuis le début de 2017. Les prix plus élevés des véhicules automobiles ont contribué à l'accélération. Les augmentations annuelles des prix des biens de consommation durables se sont situées en moyenne à 1,1 % de janvier à juin, en hausse par rapport à 0,4 % au cours du deuxième semestre de 2018. Les hausses annuelles des prix des services se sont situées en moyenne à 2,5 % au cours des six premiers mois de 2019.

L'écart entre la croissance de la rémunération annuelle et l'inflation des prix à la consommation s'est élargi vers le milieu de l'année, la rémunération s'étant raffermie de mars à mai (graphique 13).

Plus récemment, le taux d'inflation des prix à la consommation s'est établi à 2,0 % en juillet, avant de reculer légèrement pour se situer à 1,9 % en août et en septembre. Si l'on exclut les prix de l'essence, le taux d'inflation des prix à la consommation a augmenté de 2,4 % d'une année à l'autre au cours de chacun de ces deux mois.

Graphique 13 Rémunération et inflation

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0223-01 et 18-10-0004-01.



Les actions ont rebondi grâce à des hausses généralisées des actions dans le secteur non énergétique

Après avoir affiché des baisses marquées à la fin de 2018, les cours des actions canadiennes se sont redressés au cours de la première moitié de 2019, en raison de la progression des actions dans le secteur non énergétique. L'indice composé Standard and Poor's / Bourse de Toronto a clôturé à 16 382 en juin, en hausse de 14,4 % par rapport aux niveaux observés à la fin de l'année. Les augmentations ont été généralisées, les actions liées aux technologies de l'information, aux produits industriels, aux services publics, à l'or, aux services financiers et aux dépenses de consommation ayant toutes remonté au premier semestre. L'indice des prix de l'énergie a enregistré une légère hausse en juin par rapport aux niveaux affichés à la fin de 2018, les pertes enregistrées au printemps ayant contrebalancé les augmentations du début de l'année.

Plus récemment, l'indice composé Standard and Poor's / Bourse de Toronto a peu varié en juillet et en août, les hausses des actions dans le secteur non énergétique ayant compensé les baisses dans le secteur énergétique. En août, l'indice des prix de l'énergie avait enregistré quatre pertes mensuelles consécutives et était en baisse de 37 % par rapport aux niveaux d'août 2018.

Après avoir clôturé à 73,3 cents américains à la fin de 2018, le dollar canadien s'est raffermi au début de 2019, se négociant à 76,4 cents américains au début de février. Le dollar a suivi une tendance à la baisse de février à mai, ayant diminué légèrement pour se négocier à environ 74 cents, avant de grimper au-dessus de 76 cents à la fin de juin. Le dollar a poursuivi une tendance à la baisse au cours des mois d'été, clôturant à 75,2 cents à la fin d'août.

Les rendements des obligations ont suivi une tendance à la baisse au premier semestre de 2019, l'écart entre les rendements à court et à long terme s'étant rétréci vers le milieu de l'année. Le taux de rendement des obligations de deux ans du gouvernement du Canada était de 1,82 % en janvier; il a diminué pour passer à 1,46 % en juin. De même, le taux de rendement des obligations de 10 ans a diminué, passant de 1,92 % en janvier à 1,50 % au milieu de l'année.

L'écart entre les taux de rendement des obligations de deux ans et les obligations de 10 ans s'est inversé au cours des mois d'été; il s'est élargi pour atteindre 20 points de base en août à mesure que les rendements diminuaient le long de la courbe. Le taux de rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada était de 1,13 % en août.

La Banque du Canada a maintenu le taux cible du financement à un jour à 1,75 % lors de ses six annonces des taux d'intérêt de janvier à septembre 2019. Le taux hypothécaire conventionnel de cinq ans, publié par la Banque du Canada, a été abaissé à 5,19 % en juillet 2019. Il s'agit du premier changement du taux quinquennal publié depuis que celui-ci a augmenté pour s'établir à 5,34 % en mai 2018.

Les produits de base ont enregistré une hausse en raison des augmentations dans les secteurs de l'énergie, des produits en métal et des produits minéraux

Après avoir enregistré des baisses importantes au cours du dernier semestre de 2018, les prix des produits de base se sont raffermis au premier semestre de 2019, soutenus par des hausses dans les secteurs de l'énergie, des produits en métal et des produits minéraux ainsi que des produits agricoles. Dans l'ensemble, les prix des produits de base étaient 8,2 % plus élevés au milieu de l'année qu'en décembre 2018, en raison de la hausse observée au cours du premier trimestre de 2019. Si l'on exclut l'énergie, les prix des produits de base ont progressé de 3,0 % au cours du premier semestre de l'année.

Dans l'ensemble, les prix des produits de base ont augmenté de 2,8 % en juillet, avant de diminuer de 3,1 % en août en raison de baisses généralisées. D'une année à l'autre, les prix des produits de base en août ont diminué de 8 % par rapport à août 2018, par suite de la baisse des prix des produits énergétiques, des produits forestiers et des produits agricoles.

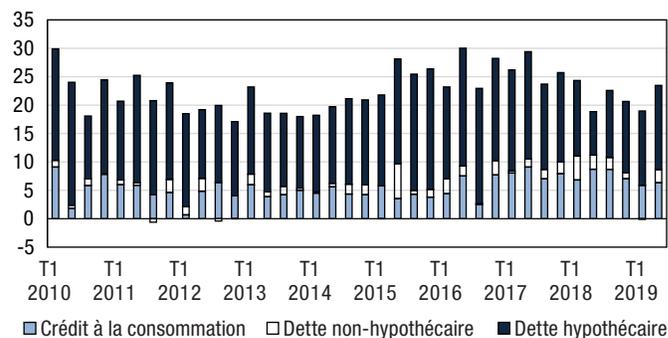
La valeur nette des ménages a augmenté et les emprunts hypothécaires se sont raffermis

La valeur nette des ménages a augmenté de 1,2 % au deuxième trimestre, après avoir affiché une hausse de 2,7 % au premier trimestre. Les prix plus élevés des actions au cours des deux trimestres ont fait augmenter la valeur des actifs financiers des ménages, les marchés boursiers ayant rebondi à la suite des fortes pertes subies à la fin de 2018. La valeur des actifs immobiliers des ménages s'est également accrue au cours des deux premiers trimestres, après avoir fléchi au deuxième semestre de l'année précédente. La valeur totale de l'actif des ménages s'est chiffrée à 13,54 billions de dollars, tandis que la valeur totale du passif financier a atteint 2,28 billions de dollars.

Le rythme des emprunts des ménages sur le marché du crédit s'est accéléré au deuxième trimestre, en raison de l'augmentation des prêts hypothécaires et non hypothécaires (graphique 14). Mesurés sur une base désaisonnalisés, les

Graphique 14
Dette des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



Source : Statistique Canada, tableau 38-10-0238-01.



emprunts hypothécaires se sont chiffrés à 14,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 13,1 milliards de dollars du premier trimestre. Au deuxième trimestre, les emprunts hypothécaires sont demeurés inférieurs de 5,5 % aux niveaux enregistrés à la fin de 2017, avant que les besoins ne changent. Dans l'ensemble, au deuxième trimestre de 2019, les emprunts des ménages sur le marché du crédit, qui comprennent les prêts hypothécaires, les prêts non hypothécaires et le crédit à la consommation, se sont élevés à 23,5 milliards de dollars, soit environ 5 milliards de dollars de plus qu'au premier trimestre.

Le ratio de la dette sur le marché du crédit des ménages au revenu disponible, mesuré en données désaisonnalisées, a diminué pour s'établir à 177,1 % au deuxième trimestre; il s'agit de sa troisième baisse trimestrielle consécutive. Le ratio du service de la dette des ménages, qui comprend les paiements obligatoires du principal et les intérêts exigibles, s'est accru légèrement pour atteindre 14,9 % au deuxième trimestre, alors que les paiements d'intérêts ont continué d'augmenter. Le ratio de la dette des ménages à l'actif des ménages a augmenté légèrement pour s'établir à 16,9 % au deuxième trimestre. Même si le ratio d'endettement s'est accru légèrement depuis le début de 2017, il suit de façon générale une tendance à la baisse depuis la récession de 2008-2009.

Bibliographie

Gellatly, G., et C. McCormack. 2019. *Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2019*. Aperçus économiques, n° 93. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.